

[Text]

There are a couple of things. You are saying that one of the reasons for targeting the working poor—the working poor is a real growing problem in Canada. I have a lot of empathy for the thrust to try to get additional benefits to these families. The maximum is \$500, and child care expenses in Vancouver range anywhere from \$400 or \$500 a month up to \$1,000 a month just for child care in any kind of licensed, supervised child care facility.

The government's response every time child care comes up is, well, the Senate held it up in 1988 or we would have it. Well, my recollection is that the Senate held up two pieces of legislation in 1988, and one was free trade. There was certainly no hesitation on the part of the government to get that back to the House of Commons and passed within a month. So I wonder what the difference was between the free trade deal and the child care legislation that took place in December 1988. Why wasn't the child care legislation immediately brought back and passed?

Mr. Mazankowski: I thought the last election was fought essentially on the basis of a very fundamental issue, namely, free trade. We supported the initiative of free trade and you folks did not. You lost and we won, so we got a mandate from the people to proceed.

Mr. Karpoff: But your child care legislation could have been brought back, too.

Mr. Mazankowski: That was not front and centre in the election campaign. We were only carrying out the wishes of the people.

Mr. Karpoff: It was a promise, the same as free trade was a promise.

Mr. Mazankowski: You may not like the wishes of the people, but it was incumbent upon us to follow through.

Mr. Karpoff: I want to talk about the relative benefit of child care deductions for families. My understanding is that a family that is on a lower income would get fewer benefits than a family that is on a higher income, because they are in a lower tax rate. Is that correct, Mr. Bennett?

Mr. Bennett: Yes.

• 1645

Mr. Karpoff: Instead of doing it as an expense deduction, did the government consider changing it to a credit, where it would be equal? So if the lower-income family spent \$1,000, they would get the same tax benefit as a higher-income family spending \$1,000. Now the higher-income family gets a bigger tax saving.

Mr. Mazankowski: Does someone want to answer that question? It is technical.

[Translation]

Deux choses. Vous dites que vous souhaitez, entre autres, cibler les petits salariés. Je conçois fort bien que le sort des travailleurs à faible revenu est un problème croissant au Canada. D'ailleurs, je suis sympathique à cette idée d'essayer de faire en sorte qu'ils touchent des prestations supplémentaires. Or, le maximum des prestations est de 500\$, alors que pour faire garder un enfant à Vancouver il en coûte de 400\$ ou 500\$ à 1,000\$ par mois. Il s'agit simplement de faire garder un enfant dans une garderie accréditée.

Chaque fois que nous parlons de garderies, le gouvernement rétorque que le Sénat a bloqué son projet de loi en 1988 et qu'autrement, nous aurions maintenant un réseau de garderies national. Si je me souviens bien, le Sénat a fait obstruction à deux mesures législatives en 1988, l'une d'elles portant sur le libre-échange. Le gouvernement n'a pas hésité une seconde à présenter de nouveau cette mesure à la Chambre des communes et à l'adopter en un mois. Je me demande donc pourquoi on a fait une différence en décembre 1988 entre le traitement qu'on a accordé à l'Accord de libre-échange et celui qu'on a accordé à la loi sur le réseau de garderies. Pourquoi n'a-t-on pas représenté et adopté immédiatement la mesure sur les garderies?

M. Mazankowski: La dernière campagne électorale portait essentiellement sur un thème fondamental, soit le libre-échange. Contrairement à vous, nous avons appuyé l'initiative du libre-échange. Vous avez perdu, et nous avons gagné. Autrement dit, la population nous a donné le mandat d'aller de l'avant.

M. Karpoff: Mais rien ne vous empêchait de représenter votre mesure sur le réseau de garderies.

M. Mazankowski: Mais cela n'était pas le thème central de la campagne électorale. En matière de libre-échange, nous n'avons fait que concrétiser les vœux de la population.

M. Karpoff: C'était une promesse, au même titre que le libre-échange.

M. Mazankowski: Vous ne prisez peut-être guère les vœux de la population, mais il nous incombait d'aller de l'avant.

M. Karpoff: Je veux parler des avantages relatifs des déductions pour frais de garde dont bénéficient les familles. À ma connaissance, une famille à faible revenu toucherait moins de prestations qu'une famille à revenu élevé, étant donné qu'elle jouit d'un taux d'imposition inférieur. Est-ce exact, monsieur Bennett?

M. Bennett: Oui.

M. Karpoff: Le gouvernement a-t-il envisagé d'en faire un crédit plutôt qu'une déduction pour frais de garde d'enfants afin que les prestations soient égales? Ainsi, une famille à faible revenu qui dépenserait 1,000\$ obtiendrait la même prestation fiscale qu'une famille à revenu élevé qui dépenserait elle aussi 1,000\$. Dans le projet de loi, les familles à revenu élevé réalisent une économie d'impôt plus élevée.

M. Mazankowski: Est-ce que quelqu'un veut répondre à cette question? C'est une question de forme.